



La surenchère sur la destruction du service public : ÇA SUFFIT !

Dans un contexte d'austérité et de destruction des droits sociaux sans précédents, orchestré par le gouvernement Valls, le terrain est désormais préparé pour que s'exprime, lors de la campagne électorale, une surenchère des propositions les plus réactionnaires et antisociales qui nous ont été données d'entendre depuis la Libération. Parmi ces propositions figurent, comme une obsession, la remise en cause des droits fondamentaux des agents de la fonction publique et la casse du service public, en particulier dans la fonction publique territoriale.

Nous ne serons pas les boucs émissaires des politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs !

Plus que jamais nous demandons :

- Le minimum Fonction publique à 1 800€ brut mensuels, le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis 2000, le rétablissement de l'avancement d'échelon à la durée minimale, la revalorisation des grilles et la juste reconnaissance des qualifications.
- L'arrêt du processus de réforme territoriale ;
- La revalorisation des filières et des corps à prédominance féminine afin d'appliquer le principe : « un salaire égal pour un travail de valeur égale » ;
- La mobilisation des moyens financiers nécessaires au bon fonctionnement des collectivités territoriales ;
- L'instauration des 32 heures pour réduire le chômage ;
- Le rétablissement à 1% de la cotisation CNFPT ;
- Le renforcement du Statut général des fonctionnaires, de leurs statuts particuliers, des droits et des garanties collectives des personnels ;
- Le renforcement des garanties aux usagers d'un service public de pleine compétence et de proximité sur l'ensemble du territoire national, y compris en Outre-Mer ;
- L'octroi des moyens budgétaires nécessaires à l'accomplissement des missions publiques dans les trois versants de la Fonction publique avec les créations d'emplois statutaires nécessaires, de nouvelles mesures visant à la résorption de toutes les formes de précarité, des crédits de fonctionnement et d'investissement à la hauteur des besoins ;
- La fin de la précarisation des emplois publics par un plan de titularisations.

**La CGT appelle à faire grève lors de la journée d'action
intersyndicale du service public**

le mardi 29 novembre

Rassemblement de 11 h à 13 h, sur le parvis de la mairie